

Rue Lomprenz, début de la chasse au Jean-René Lecerf

Le président du conseil départemental a eu droit à un comité d'accueil bruyant, hier matin. En visite à l'antenne sociale de la rue Lomprenz, Jean-René Lecerf a dû passer devant une centaine de manifestants remontés. La façon qu'a le Département de réduire la masse salariale ne leur plaît pas.

PAR VINCENT TRIPIANA
vtriplana@lavoxdunord.fr

VALENCIENNES. « Nous irons partout où il ira. » Puisque Jean-René Lecerf, le président du conseil départemental, n'a pas voulu les recevoir, jeudi matin, la centaine de manifestants réunis rue Lomprenz a annoncé que l'intersyndicale, les sapeurs-pompiers et les agents territoriaux iront à sa rencontre. Dans les Flandres intérieures, à Cambrai et à Douai, pour commencer, en fonction de ses déplacements inscrits à son agenda de président du Département.

Ce qu'ils voulaient, tous, jeudi matin, c'est être reçus. C'est finalement sa directrice de cabinet qui a reçu une délégation de dix personnes. Dans la salle d'à côté, Jean-René Lecerf continuait sa réunion, face à des cadres et des élus du conseil départemental (dont Geneviève Manarino, lalocale de l'étape). Les manifestants tapaient aux fenêtres, faisaient du bruit, mais le président du Département continuait.

« Il était juste à côté, il ne s'est même pas déplacé ! », s'est indigné un membre de la délégation, en sortant de la réunion. « C'est un exemple supplémentaire de mépris ! »

Les manifestants sont restés jusqu'à midi, pour dire au revoir à leur président. Les policiers ont aménagé un passage, à l'aide de leurs boucliers, mais Jean-René Lecerf a finalement préféré attendre que la foule se disperse pour s'en aller.

Si les pompiers et les agents du Département sont aussi remontés, c'est qu'on leur promet de sévères réductions. De salaires,

d'effectifs, de RTT... Ils ont appris que l'allocation sociale allait finalement être versée, comme les années précédentes, à la fin novembre. Mais rien n'est garanti pour l'année prochaine. « C'est comme un treizième mois, nous a expliqué une employée du conseil départemental. Là, ça ne paye que les impôts locaux. »

Le pire, ce ne sont pas les mauvaises nouvelles. « C'est le mépris. » Les pompiers, les agents de la direction interdépartementale des routes, les assistantes sociales, bref, toutes celles et tous ceux qui travaillent pour le Département, tous dénoncent un

« Les syndicats dénoncent l'absence de dialogue social. Jean-René Lecerf n'a pas voulu les rencontrer, jeudi matin. »

manque de communication et « une absence de dialogue social ». « On sait très bien qu'il faut faire des économies, disent les syndicalistes. Mais pas n'importe comment. Il faut s'asseoir autour d'une table, mais une table de travail. »

Les membres de l'intersyndicale (SUD, CGT, FO, CFTC, CFDT, Syndicat autonome 59, Avenir et Secours, etc., ça fait du monde quand même !) craignent que Jean-René Lecerf s'inspire de la méthode Ciotti, du nom du président du conseil départemental des Alpes-Maritimes. Style rouleau compresseur, en prévenant les organisations syndicales le plus tard possible, sans réunion préalable. D'après ce qu'on a vu jeudi matin, ça semble bien parti... ■



Jeudi matin, devant l'antenne sociale du Département, rue Lomprenz à Valenciennes. PHOTO DIDIER CRASNAUT